

met een nederlandstalig deel

le prolétaire

parti communiste international

supplément pour
la Belgique
et les Pays-Bas

Ed Resp Arnoldy, BP 199 1060 Bruxelles 6
CCP J. Arnoldy : 000-0943681-65 Liège

trimestriel - n°18 - mars 1982 - 20fb -

POUR UNE MEILLEURE PREPARATION DE NOS LUTTES



Dans ce numéro :

- Motte : un test - p.2
- La manifestation du 11/2 - p.3
- Gouvernement démocratique ou Pouvoirs spéciaux - p.5
- La LRT et la Pologne - p.6
- Le PTB "soutient la Pologne" - p.7
- La LRT et l'histoire du PCB - p.8
- Le FCSW - p.10

«Gouvernement démocratique» ou «Pouvoirs spéciaux» :

L'EXIGENCE DE LA LUTTE RESTE !

Beaucoup de battage a été fait autour de la question des pouvoirs spéciaux. Le gouvernement Social chrétiens-Libéraux, les justifiant par la nécessité de plus d'efficacité dans les décisions et applications des mesures d'austérité, ce que le jeu parlementaire retarde.

Pourtant, l'attaque menée contre la classe ouvrière ne date pas d'aujourd'hui, et encore moins d'un gouvernement de "droite". Depuis des années, et plus particulièrement ces deux dernières, la classe ouvrière a vu son niveau de vie diminuer régulièrement, soit par le jeu de l'inflation, soit par des mesures prises de front contre elle; et ceci, sans pouvoirs spéciaux et avec la participation des socialistes (plan Spitaels, De Wulf, Claes, etc.). Et aujourd'hui les socialistes espèrent s'en tirer en disant AUSTERITE = POUVOIRS SPECIAUX !

Mais si, en "économistes", on regarde la situation nationale et internationale, il est clair que les mesures que prépare le gouvernement sont très loin de pouvoir éponger le déficit, et sont donc, d'un point de vue bourgeois, bien insuffisantes; car la situation restera catastrophique. Malgré les pouvoirs spéciaux, tout n'est pas rose pour le gouvernement qui n'avance que très doucement, avec précaution. Celui-ci se trouve confronté au même titre que le précédent à la difficulté, de plus en plus grande, de faire accepter les sacrifices. L'attaque est importante aujourd'hui parce qu'elle touche aux dernières miettes concédées au prolétariat, aux derniers "acquis sociaux", au minimum vital dans des cas de plus en plus fréquents (radiation des chômeurs); et les attaques sont menées sur tous les plans: il s'agit d'imposer à la fois, et la réduction des salaires, et les licenciements, et les hausses de la productivité. Or, les pouvoirs spéciaux, bien que donnant les coudees plus franches au gouvernement, sont surtout une intimidation, une tentative de "terroriser" la classe ouvrière, lui faire accepter la gravité de la crise, et donc du sacrifice national !

Mais la tension sociale monte, et la bourgeoisie s'inquiète. Un délégué FGTB de la FN déclarait récemment à la direction syndicale: "Il faut organiser la grève sinon les travailleurs partiront sans". A la brasserie Du ru, occupée par les travailleurs, l'intervention de la gendarmerie a provoqué le débrayement momentané de 2.000 travailleurs du zoning qui se sont opposés à la gendarmerie.

Les affrontements violents lors de la manifestation des sidérurgistes ont montré que malgré l'encadrement syndical, une partie des travailleurs n'est pas prête à se satisfaire des "alternatives" syndicales. Si celles-ci ont pu aisément berner les travailleurs en leur faisant accepter certains sacrifices, pour "ne pas tout perdre", pour "sauver l'entreprise", l'expérience leur montre de plus en plus clairement que les sacrifices acceptés n'ont pas de fin pour la bourgeoisie, et qu'il n'y a pas de solution en dehors de la lutte.

Aujourd'hui (le 23/3/82) des dizaines d'arrêts de travail spontanés, annoncés à Liège et dans le borinage montrent le ras-le-bol des prolétaires.

L'enjeu n'est donc pas "le retrait des pouvoirs spéciaux", (partie de l'iceberg apparente!), comme l'avance l'extrême-gauche, le PSB, le PCB et les directions syndicales qui entretiennent toutes les illusions sur la nécessité d'un "gouvernement démocratique", mais bien l'organisation de la lutte ouverte contre la bourgeoisie et toutes les mesures directes ou indirectes d'austérité.

Les directions syndicales qui dans les faits font accepter les sacrifices aux travailleurs, ne regrettent que la concertation sociale, les négociations, méthodes qui leur ont permis d'étouffer toutes les réactions ouvrières et de reléguer la lutte, l'arme de la grève, aux moyens ultimes.

L'absence de négociations (officielles!) entre les syndicats et la bourgeoisie, peut au contraire faciliter les réactions des travailleurs. Est-cela que craignent le PSB, le PCB et les directions syndicales? On peut effectivement le penser dans la mesure où il paraît de plus en plus difficile aujourd'hui de déterminer qui va bien pouvoir "contrôler" de nouvelles explosions sociales.

Même les "syndicalistes de combat" font preuve de couardise et d'absence d'imagination (cf. l'article sur Motte dans ce numéro).

Il est donc indispensable que les travailleurs combatifs se regroupent au plus vite en dehors du contrôle des bureaucraties syndicales et des partis soit-disant ouvriers, ou même d'extrême-gauche (LRT-PTB). Il est aussi de plus en plus nécessaire de participer à la construction du Parti authentiquement révolutionnaire dont la classe ouvrière a le plus grand besoin à l'échelle internationale, tant pour diriger toutes ses luttes que pour préparer le renversement violent de la bourgeoisie.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de la restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

MOTTE : UN TEST

Motte est devenue une entreprise test à plusieurs points de vue : Premièrement, le gouvernement y poursuit la stratégie bourgeoise de réduction des salaires, accompagnée de l'habituel chantage à l'emploi. Il faut tout de suite dire que cette méthode n'est pas propre à l'actuel gouvernement, c'est le gouvernement précédent qui l'a inaugurée (sans parler que c'est le plan Claes qui est mis en application aujourd'hui) et l'exemple d'Henricot en dit long sur la position des syndicats. Sur le fond, ils sont d'accord avec le patronat et le gouvernement pour demander aux travailleurs des sacrifices financiers au nom de la "solidarité" face au chômage !

Secondo, il s'agit pour la bourgeoisie de mesurer quelle peut-être la capacité de "riposte" des organisations syndicales lorsqu'elles sont tenues par des "syndicalistes de combat" pour reprendre l'expression chère à la LRT : "le gouvernement ne veut pas seulement tester sa nouvelle politique : il veut aussi s'attaquer à une entreprise qui est un bastion du syndicalisme de combat dans la région" ("La Gauche" du 22 janvier).

C'est sans doute le second aspect qui l'emporte dans le cas de Motte où les salaires sont déjà très bas, sans compter que le secteur du textile est délibérément sacrifié par la bourgeoisie : la question n'est donc pas tellement de rendre l'entreprise compétitive par une baisse des salaires, car même s'ils baissaient de moitié, l'entreprise ne serait pas viable du point de vue capitaliste ! Voyons donc comment les délégués syndicaux réagissent :

Apparemment, ceux-ci n'ont rien trouvé d'autre que ce qui fait déjà partie de la panoplie classique des syndicats, tant du point de vue des revendications que des méthodes. L'essentiel de la "riposte" syndicale à Motte est centré autour de la défense de l'entreprise. Comme dit un syndicaliste : "les banques nous étranglent", "Motte doit vivre" et tant la FGTB que la CSC dans l'entreprise se prononcent avant tout pour la survie de celle-ci et sont donc amenés à chercher des solutions alternatives à la réduction des salaires proposée par le gouvernement : a priori les licenciements sont refusés (encore faut-il préciser que l'on parle de refuser "tout licenciement direct" (sic) - voir "La Gauche" du 22 janvier) de même que la baisse brutale de salaire, de 5 à 10 % ; par contre les délégués syndicaux accepteraient encore plus de chômage partiel :

"nous voulons résoudre ce problème par un partage du travail même s'il faut passer par une augmentation du chômage partiel ! ("La Gauche" du 22 janvier).

Bien entendu, les "syndicalistes de combat" jouent aussi sur les cordes sensibles habituelles : défense de la région, de la Wallonie, des syndicats car la direction a voulu passer par dessus les "organisations représentatives des travailleurs" par son référendum, etc.

Que faire aujourd'hui ?

Il est évident que les travailleurs de Motte, qui devront lutter résolument contre les licenciements officiels ou déguisés, le chômage partiel et la baisse des salaires, doivent être soutenus indépendamment des positions, somme toute banales et habituelles, des soi-disant "syndicalistes de combat". Encore faut-il sérieusement envisager quelles doivent être les méthodes de soutien et quelles devraient être aussi celles de la lutte elle-même.

Ces dernières années, les gauchistes, LRT, PTB, ont prétendu canaliser les réactions ouvrières à l'austérité dans le soutien à des luttes qualifiées d'"exemplaires" (Boel, l'année dernière par exemple). Mais il est évident qu'il faut maintenant que les travailleurs combattifs tirent un bilan de cette pratique. S'il est indéniable que bien souvent les travailleurs de ces entreprises, à la base, voulaient réellement se battre et pouvaient effectivement secouer les appareils syndicaux, il doit être clair, qu'en même temps, les délégués gauchistes déviaient ces énergies vers des voies sans issue comme les "contre-plans" de survie des entreprises. On les voit aujourd'hui proposer à Motte l'occupation d'"avertissement" et sans arrêter la production !

Un soutien efficace passe donc par la critique serrée de ces méthodes et la proposition d'actions qui permettent de construire un réel rapport de force, seul moyen de faire reculer la bourgeoisie. En effet, celle-ci ne cèdera jamais face à des efforts pour la convaincre de sauver la boîte ! Ce n'est que si la lutte atteint une certaine ampleur, qu'elle devient un danger social pour la bourgeoisie et alors celle-ci peut même renoncer à des licenciements pourtant "inévitables" du strict point de vue économique !

Il ne peut donc s'agir que de défendre des méthodes de lutte directe contre la bourgeoisie : grève totale, manifestations de rue et blocage de centres nécessaires à la bonne marche de l'économie en général. D'ailleurs, quand les travailleurs ont recours à de tels moyens, qu'ils bloquent par exemple des axes routiers ou arrêtent des trains, qu'ils fassent débrayer d'autres usines (rentables

(suite p.3)

(suite de la p.2)

celles-là), qu'ils provoquent des séquestrations de cadres, de représentants officiels et l'on voit alors la gendarmerie débarquer, ce qui démontre par là-même que la bourgeoisie craint beaucoup plus ces actions que les pétitions, les manifestations pacifiques, les délégations syndicales paisibles, les négociations-bidons, les occupations bon enfant, etc.

Certes, ceci suppose l'affrontement avec les appareils syndicaux "responsables", mais il n'y a pas d'autre issue. Les travailleurs prennent d'ailleurs souvent le chemin de l'action directe lorsque le désespoir ne leur laisse plus entrevoir d'autres moyens, mais il est souvent trop tard. Les travailleurs

combatifs doivent prendre conscience que la lutte doit froidement utiliser ces méthodes, dès le départ pour faire reculer la bourgeoisie en les adaptant aux possibilités concrètes, au moment, etc.

C'est une voie difficile, mais c'est la seule qui soit féconde à la fois pour défendre les intérêts les plus immédiats des travailleurs que pour renforcer les capacités réelles de la classe ouvrière en vue des affrontements de plus en plus violents qui devront l'opposer à la bourgeoisie dans les années à venir.

A PROPOS DE LA MANIF DU 11 FEVRIER A BRUXELLES

La colère que les sidérurgistes ont manifestée avec violence à la manifestation de Bruxelles est un formidable encouragement à la lutte, parce que cela contribue à donner aux travailleurs la conscience de leur force de classe. Face aux dures réalités des contradictions capitalistes, les discours et les méthodes des directions syndicales ne suffisent plus, et des travailleurs sont poussés à briser l'encadrement syndical. Mais les directions syndicales ne se contentent pas de discours, elles sont organisées pour briser les luttes, maintenir l'isolement, créer ou entretenir la division chez les travailleurs, et les "mobiliser" sur des objectifs qui ne sont pas les leurs.

A cette organisation-là, les travailleurs doivent opposer la leur : que ce soit à l'in

térieur ou à l'extérieur des syndicats, mais toujours contre la politique réformiste et de collaboration de classe des directions syndicales. Pour cela, ils doivent saisir toutes les occasions pour prendre contact avec les travailleurs des autres usines pour construire petit à petit un réseau d'informations et d'organisation qui puisse prendre en charge les tâches exigées par la lutte.

Seul un travail permanent, pourra tirer le meilleur profit de toutes les poussées des luttes, de toutes les réactions spontanées des travailleurs et les transformer en actions préparées qui multiplieront leur efficacité et pourra donner l'impulsion aux travailleurs plus hésitants de se joindre à la lutte.

LE DEROULEMENT DE LA MANIF

Les licenciements massifs prévus dans la sidérurgie ces derniers temps par le gouvernement ont provoqué la "réaction" des syndicats qui ont peur d'explosions ouvrières incontrôlées. Comme d'habitude, les deux centrales ont d'emblée opté pour la dispersion des rangs ouvriers : la FGTB appelant à une grève le 11 février, la CSC à une manif le même jour. 5 à 8000 travailleurs ont répondu à l'appel de cette dernière.

Les cars transportant les manifestants sont arrivés vers 11h30 près du siège de la CEE, lieu choisi pour le rassemblement. Le parc entourant les bâtiments est situé en contre-bas de la place, les manifestants se groupèrent en demi-cercle. Comme par hasard, il n'y avait pas de sono syndicale ! En face une centaine de gendarmes armés de mitraillettes. L'ambiance a vite chauffé avec les clameurs et les pétards.

Après une demi-heure, les manifestants ont pénétré dans le parc. Un simple cordon de flics protégeait les portes. Une dizaine de manifestants sont montés qui, sur les toits qui, a des fenêtres avec des drapeaux rouges en empruntant les portes de derrière qui n'étaient pas protégées. Une soixantaine de gendarmes ont fait reculer les manifestants d'une dizaine de mètres. Puis ils ont laissé la

place aux...bonzes qui expliquaient qu'il ne fallait pas troubler la réunion en cours dans le bâtiment de la CEE. Ils se sont vite faits traités de vendus; on a chanté l'"Internationale" pour les couvrir.

Parmi les 3 à 400 travailleurs regroupés près des bâtiments, il y avait beaucoup de jeunes. Profitant du départ des flics, les portes arrières ont alors été forcées et les manifestants ont pénétré dans le rez-de-chaussée. Les ascenseurs étaient bloqués. Un bonze est alors allé dans le bâtiment pour annoncer que la manif se dirigeait vers le ministère des affaires économiques : toutes les cartes sont bonnes à jouer pourvu d'éviter les dégâts et de faire diversion.

Les manifestants ont alors remonté la rue de la Loi. A l'extrémité, les gardiens avaient installé des barbelés par-dessus lesquels ils matraquaient les travailleurs groupés sur 5 ou 6 rangs. 3 ou 4 grenades lacrymogènes ont été lancées. Des travailleurs ont profité de la fumée pour arracher les chevaux de frise. C'est là qu'eut lieu la première charge de cavalerie.

La voiture radio de la CSC a alors pris la tête d'un cortège qui devait rejoindre la tête de la manif, isolée dans une rue transversale. Deuxième diversion des bonzes : ap-

POUR UNE RIPOSTE EFFICACE A L'AUSTERITE:
ORGANISATION INDEPENDANTE DES TRAVAILLEURS

Tract diffusé par notre section de Belgique :

CAMARADES, PROLETAIRES,

Arrêts de travail spontanés, grèves, manifestations sont les réponses des travailleurs à l'annonce des mesures d'austérité ! Des travailleurs brisent l'encadrement syndical et renouent avec les méthodes de classe : piquets de grève contre les jaunes, piquets volants pour faire débrayer les autres usines, manifestations de solidarité pour venir en aide contre les flics (comme à la brasserie Duru), et même initiative d'affrontement avec les flics.

Le ras le bol des travailleurs qui s'exprime dans cette poussée de lutte est un magnifique encouragement !

La direction de la FGTB, débordée, n'a pas pu faire autrement que "d'appuyer" la grève. Debuynne a déclaré : "nous freinons, mais nous ne pouvons que reconnaître ces actions". Quant à la CSC : patience !

LEUR LANGAGE EST CLAIR : ILS APPUIENT POUR MIEUX NOUS CONTROLER.

CAMARADES,

Nous avons subi déjà combien de fois leur sabotage et leur trahison ?

Ne leur laissons pas l'initiative "d'organiser" les grèves qu'ils casseront alors d'autant plus facilement. Les directions syndicales sont organisées pour nous diviser, nous maintenir dans l'isolement : OPPOSONS-LEUR NOTRE PROPRE ORGANISATION, notre propre réseau d'informations, de contacts, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des syndicats !

Regroupons-nous pour organiser nos luttes nos actions, mais toujours en dehors du contrôle syndical et contre sa politique de collaboration de classes.

LA VOLONTE D'ORGANISATION EST UNE NECESSITE VITALE POUR NOS LUTTES !

Pour que les flambées de lutte ne soient pas sans lendemain et que les reculs, s'ils sont inévitables, ne se fassent pas dans la débandade; pour que nous puissions à chaque fois repartir sur des bases plus solides, préparons nos luttes et donnons-nous les moyens de reprendre nous-mêmes contact entre nous.

DONNONS LEUR DU FIL A RETORDRE !

Posons des revendications unificatrices contre les manoeuvres des directions syndicales pour nous diviser !

NON A TOUTES LES MESURES D'AUSTERITE !

NON AUX LICENCIEMENTS !

SALAIRE INTEGRAL AUX CHOMEURS !

AUGMENTATION DES SALAIRES POUR COMPENSER LA HAUSSE DES PRIX ET LA DEVALUATION !

VIVE LA LUTTE DE CLASSE OUVERTE !

PC INTERNATIONAL, FEVRIER 1982.

(suite de la p.3)

rès un quart-d'heure, la même voiture-radio s'est barrée en annonçant qu'il y avait un blessé grave, rue de la Loi. Les travailleurs repartirent rue de la Loi.

Là, l'étoile montante du PS, bourgmestre de Seraing, Guy Mathot, venait de faire un show pour calmer les manifestants. Ils s'apellent socialistes mais ils sont de l'autre côté de la barricade avec les flics. L'inter-vention du sieur Mathot préparait en fait une deuxième charge de cavalerie. C'est en revenant de cette charge que les chevaux se sont cassés la gueule sur une bagnole immobilisée au milieu de la rue par les travailleurs.

Troisième diversion : les bonzes sont venus annoncer que c'était terminé et que les

bus repartaient à 14h30. Ce genre de chantage est courant : les bonzes prennent tout en main - ici les bus - et font du chantage ensuite. La leçon en est qu'il ne faut pas laisser aux bonzes l'occasion de faire pression sur nous en utilisant des stratagèmes de ce type. Les travailleurs doivent compter sur leur propre organisation.

Officiellement, il y aurait eu 25 blessés chez les flics (jets de pavés, chutes) et 5 chez les ouvriers. Gageons que la prochaine fois, les travailleurs reviendront avec plus de détermination encore et en ayant tiré les leçons politiques et pratiques qui s'imposent. Les communistes révolutionnaires y contribueront dans la mesure de leurs forces.

La LRT et la Pologne

Le marxisme a toujours affirmé que le pouvoir du prolétariat nécessite la destruction de l'Etat bourgeois par la révolution violente qui ne peut être victorieuse que sous la direction du Parti communiste révolutionnaire. L'exemple de la Commune de Paris a permis de tirer les leçons et les tragiques conséquences de l'absence du Parti révolutionnaire.

Les trotskystes de la LRT, face au coup d'état en Pologne posent la question du pouvoir...pour Solidarnosc. Il s'agit déjà d'une renonciation implicite à la construction du parti révolutionnaire en Pologne, tout au moins à l'affirmation de son rôle et de sa nécessité.

De plus, la LRT, s'attache à masquer la nature réelle de la direction de Solidarité. Bien que ce dernier avec l'église et le KOR ait contribué à l'organisation des prolétaires, en dehors du syndicat officiel, répondant par là, dans une certaine mesure aux besoins des prolétaires, (ce qui lui a permis de gagner son influence), Solidarité ne l'a fait qu'avec des objectifs réformistes. Objectifs qui ne peuvent répondre aux besoins des prolétaires.

Dés le début des grèves de l'été 80, Walesa appelait la classe ouvrière à tenir compte de la mauvaise santé de l'économie nationale, puis à cesser les grèves, qui devenaient elles mêmes un facteur d'approfondissement de la crise. Sur cela, la LRT se taisait, refusant de dénoncer la politique de Walesa, qui collaborait d'ailleurs ouvertement avec l'église, force contre-révolutionnaire s'il en est ! Il a fallu que naissent des oppositions à la politique de compromis avec la bourgeoisie polonaise pour que la LRT commence à parler de "l'aile la plus modérée" de Solidarité. Mais conformément à sa politique centriste et suiviste vis à vis de l'opportunisme, loin de voir dans cette aile "modérée" une entrave à la lutte prolétarienne, une force idéologique et matérielle contre-révolutionnaire qui a empêché la classe ouvrière de se préparer à l'affrontement inévitable, au lieu d'y voir une force que les révolutionnaires et prolétaires devront affronter, ne serait-ce même que pour défendre leurs revendications immédiates, la LRT pousse à l'unité la plus complète avec la direction réformiste.

Au lieu de s'appuyer sur l'avant-garde des travailleurs qui, même sans réelle perspective politique révolutionnaire, cherchent au moins à défendre leurs revendications immédiates avec des méthodes de classe, et ne veulent pas accepter les sacrifices, la LRT oppose une vision démocrate : "Si un syndicat organise 10 millions de travailleurs (sur une population de 35 millions) et forme donc la plus grosse organisation ouvrière de ce pays, si la plate-forme contient tout aussi bien des revendications économiques que politiques, il est clair que deux centres de pouvoir existent face à face : Celui

de la bureaucratie et celui de Solidarnosc" (La Gauche-18/12/81). Et pour démontrer que "Solidarnosc garde toute son autonomie vis à vis du gouvernement", la LRT cite une déclaration de Palka, membre du presidium du syndicat, qui propose la création d'un conseil social de l'économie nationale avec représentation proportionnelle, droit de veto et de propositions, et qu'il ne puisse être dissous quand le gouvernement le considère comme gênant. Palka ajoute aussi que l'efficacité des appels à (...) d'extraordinaires sacrifices, dépendra de l'existence d'une telle confiance dans l'institution qui la lancera. (La Gauche - n°45). On ne peut être plus clair sur le rôle que joue Solidarité. Et pourtant, la LRT avec le cynisme le plus répugnant parle d'une position "qui veut instaurer le contrôle ouvrier au plus haut niveau".

Grattons le terne vernis "révolutionnaire" de la LRT et nous trouvons une solide carapace de légalistes, pacifistes indécrottables. Droit de veto, droit de propositions (!) face à l'Etat bourgeois armé jusqu'aux dents. Et la LRT parle "d'affrontement inévitable", sous-entendu qu'elle le soutiendrait ?

Voyons de plus près : le problème de l'unité syndicale repose sur "le risque de dispersion des forces et le danger de luttes éclatées et non contrôlées par Solidarité (...) la seule façon pour que le syndicat ne se divise pas, c'est d'avancer des perspectives concrètes : l'autogestion" (La Gauche 12/11/81). Autrement dit la carotte pour éviter ...la violence ! L'opportunisme n'a pas eu besoin que nos "révolutionnaires éclairés" lui soufflent cette solution. Même l'état polonais, pour remettre la classe ouvrière au travail, avait envisagé ce "compromis".

Mais l'estomac des prolétaires est vide ! ... et ils seront là pour le rappeler contre l'autogestion ...de la misère capitaliste, contre les Jaruzelski, les Walesa, et les trotskystes.

Brochure de janvier 1982:



- La lutte de classe en Pologne de 1976 à 1981.

- Les perspectives après le 13 décembre et les tâches des prolétaires et des militants révolutionnaires.

Le PTB «soutient la Pologne»

"De 45 à 50 les communistes polonais ont suivi globalement une ligne de transformation et de construction socialiste correcte". Le PTB l'affirme dans son journal (Concret-n°47) preuves à l'appui :

- 1/ La nationalisation de tous les grands moyens de production ;
- 2/ La stimulation de la production privée des paysans, renoncement à une collectivisation rapide, l'encouragement à la création de coopératives agricoles ;
- 3/ en mettant l'accent sur les caractéristiques nationales propres du "chemin polonais vers le socialisme" ;
- 4/ Une politique de front uni avec des éléments de la bourgeoisie qui acceptaient le nouveau régime social..."... et pour appuyer la démonstration, le PTB fait référence à la Chine et à la Yougoslavie...

En quoi cette politique représente-t-elle les signes de la "construction du socialisme" en Pologne ? Cela le PTB ne nous l'explique pas, il n'en a pas besoin, son raisonnement est plus simple : la Chine et la Yougoslavie sont socialistes car ils appliquent cette politique - donc - la Pologne ... était bien sur la voie du socialisme !... Et qu'est-ce que ça rapporte ce socialisme-là ?

"(...)le démantèlement de l'administration de l'Etat exagérément gonflée, séparation plus grande entre le travail du parti et le travail gouvernemental ; autonomie des entreprises ; exigences plus élevées pour la compétence des cadres ; congrès ouvriers élus librement qui portent des responsabilités pour certains aspects de la gestion et qui exercent un contrôle sur la direction et les cadres et ainsi de suite".

En découvrant ces recettes spécifiquement socialistes, les ouvriers belges de la sidérurgie ou des textiles frappés de plein fouet par les conséquences de la crise du capitalisme n'ont-ils pas l'impression d'entendre le langage de leurs dirigeants syndicaux qui les vendent quotidiennement aux bourgeois pour mériter leurs sinécures syndicales ?

En fait, toute la démonstration du PTB est là pour expliquer que "le système social polonais élaboré sur la base socialiste en 1945, a définitivement dégénéré". Pourquoi ? parce qu'"à partir de 1951, le 'modèle russe' a été imposé en Pologne" ! Pour le PTB, le problème n'est pas de savoir comment les prolétaires peuvent se débarrasser définitivement du joug de plus en plus écrasant que lui impose le capital qui se nourrit de la sueur et du sang des travailleurs à l'Est comme à l'Ouest, mais plutôt de "choisir" celui qui y mettra plus les formes. Le PTB a, quant à lui choisi son camp : c'est celui de la bourgeoisie, toutes ses grandes phrases sur la solidarité n'y changeront rien.

Ne reprenant dans le mouvement polonais que ce qui en fait les limites aujourd'hui, le nationalisme radical, le PTB offre comme seule perspective aux ouvriers polonais de s'unir plus étroitement avec toutes les forces nationales : "Solidarité rassemble des tendances politiques les plus diverses: cela va des communistes et sociaux-démocrates via des libéraux jusqu'à une minorité d'extrême-

polonaise; mais ils ne se contentent pas de ça : ils donnent des conseils aux bourgeois pour remettre sur pied l'économie nationale: "Il y a peu de chances que les entreprises polonaises réalisent une haute productivité sous la pression militaire". Si le PTB recommande la démocratie... c'est pour remettre l'économie nationale sur pied. Il ne semble pas de son propos de savoir sur le dos de qui pourra être obtenue cette "haute productivité"... Qu'il demande à M.Martens, il lui expliquera !

Allons soyons sérieux ! vous qui voulez faire preuve de réalisme, conseillers du PTB, la bourgeoisie ne vous a pas attendus pour jouer cette carte-là. Rappelez-vous les appels à la concertation, à l'unité nationale des dirigeants polonais. Mais leur marge de manoeuvre était limitée; limitée par des lois économiques imparables, les lois du capitalisme en crise avec ses rapaces : quand le "grand frère" russe, les démocraties de l'Ouest et la bourgeoisie nationale se seront remplis les poches à leur gré, que restera-t-il pour ceux qui auront trimé pour les bienfaits de la "haute productivité"? Ce que vous oubliez justement de dire, c'est que les ouvriers polonais se sont révoltés précisément contre l'exploitation, l'oppression accrues. Même si le mouvement est provisoirement battu, pour briser l'étau qui les broie, les exploités de Pologne comme ceux des autres pays devront nécessairement rompre avec toutes les forces qui veulent les lier aux nécessités de l'économie nationale.

Vous avez des recettes miracles pour la Pologne comme vous en avez pour la Belgique. Ce sont les mêmes, celles du réformisme petit-bourgeois, mouches à merde de l'opportunisme (autogestion, nationalisations, gouvernements "ouvriers", unité des opportunistes pourris, etc...).

Pour soutenir "la Pologne" bien sûr (pas les exploités polonais), avec une belle logi que vous appelez qui ? "Toutes les organisations démocratiques". Effectivement, de la droite à la gauche, les bonnes âmes démocratiques n'ont pas fait défaut (sans oublier les organisations chrétiennes qui, ici comme en Pologne, ont leur place dans le coeur des démocrates bourgeois). Elles se sont "mobilisées" pour la Pologne avec une large publicité des media d'information. Le Parti du Travail de Belgique appelle donc les ouvriers belges à suivre tous ceux qui s'entendent sur leur dos pour leur faire payer les frais de la crise capitaliste.

Nous savons ce qu'entend la bourgeoisie quand elle parle de solidarité (personne n'ignore la dette polonaise envers les pays occidentaux) : il s'agit d'abord de remettre les ouvriers polonais au travail et si possible, en plus, de lancer quelques pointes au dangereux concurrent russe, les affaires ne s'en porteront pas plus mal.

Les ouvriers polonais en lutte ont dû s'affronter tout de suite à l'Etat; l'absence d'affortisseurs sociaux, les graves pénuries alimentaires, l'exploitation bestiale des travailleurs font surgir encore plus brutalement les contradictions violentes qui subsistent, coup d'état ou pas. (suite p.9)

La LRT et l'histoire du PCB

La mort, le 11 décembre 1981, de War Van Overstraeten, l'un des principaux fondateurs du Parti Communiste de Belgique, est pratiquement passée inaperçue.

Certes, Van Overstraeten avait depuis longtemps abandonné le marxisme révolutionnaire mais ce renoncement signifiait surtout le découragement d'un militant face aux attaques répétées des stalinien, qui parvinrent à l'exclure du parti en 1928, mais aussi face à l'absence de perspectives claires pour l'opposition de gauche à cette époque. Celle-ci fut profondément divisée entre trotskystes et ce que les historiens appellent l'"ultra-gauche".

Pour être succinct, il faut rappeler que cette "ultra-gauche" était elle-même hétéroclite : fraction à l'étranger de la Gauche communiste (Prométéo, Bilan) qui réussit à maintenir à l'époque une continuité physique de groupe à notre propre courant (la Gauche du Parti Communiste d'Italie, dispersée par le fascisme et réduite au silence pas les stalinien en Italie), mais aussi des éléments plus proches en fait des thèses de la Gauche allemande et hollandaise !

Ce n'est pas le but de cet article de revenir sur ces divisions et sur les différentes positions politiques exprimées à l'époque en Belgique par les trotskystes ou par la Gauche communiste. Il est cependant intéressant de noter d'emblée que la LRT se garde bien, tant dans sa note évoquant la mort de War Van Overstraeten ("La Gauche" du 18/12/81) que dans sa série d'articles consacrés à l'histoire du PCB ("La Gauche" du 11/12/81 au 22/1/82) de montrer sur quelles questions politiques de fond se sont alors menées les importantes batailles politiques contre la contre-révolution stalinienne. On doit d'ailleurs constater que cette série d'articles évite, consciemment ou non peu importe, de trancher des questions fondamentales. Elle s'en tient à une version tout à fait événementielle de l'histoire du PCB. Les différents tournants, échecs, succès du PCB sont présentés comme découlant uniquement des "choix politiques" de telle ou telle équipe dirigeante au niveau national ou au niveau de l'Internationale sans que ces choix soient expliqués autrement que comme des "erreurs tragiques". Avant d'illustrer cela, il faut cependant remettre les faits eux-mêmes en place.

RETABLISSONS LES FAITS

"Sortie" du groupe de Jacquemotte ("L'exploité") du POB (1921): pour la LRT, "les amis de L'exploité" "décident de se séparer du POB" après avoir tenté en vain d'en changer le cours ... En fait, c'est au cours du Congrès restreint du POB des 11 et 12 décembre 1920 que la direction du parti prend l'initiative d'une résolution portant sur la discipline qui, une fois adoptée, revient à mettre dehors le groupe de Jacquemotte. Ce dernier le dit lui-même immédiatement, d'ailleurs: "Nous déclarons considérer le vote de cette proposition comme une mesure d'exclusion ..." (cité dans un recueil de textes et d'interventions de Jacquemotte publié par le PCB) ...

Mais les "amis de L'exploité" mettront encore 6 mois avant de sortir définitivement du POB qui devra encore leur interdire la vente puis l'impression de leur journal avec les moyens du parti... on voit à quel point il leur fut difficile de rompre avec la "grande maison" ... que Jacquemotte proposa d'ailleurs de rejoindre en Juillet 36 avec le tournant des Fronts Populaires ! Tout ceci alors que le premier groupe communiste autonome (qualifié d'"ultra-gauche" par la LRT, tout comme par les historiens quasi officiels du PCB !) existait, quant à lui, depuis mars 1920 !

Ce dernier groupe, celui de War Van Overstraeten, aurait été "opposé à la formation d'un parti de masse et favorable à une petite élite communiste" : La Gauche reprend pour ainsi dire mot pour mot ce que le groupe de Jacquemotte reprochait à celui de War Van Overstraeten. Il faut cependant noter que le débat portait moins sur cette vision tout à fait fautive que le groupe de Jacquemotte essayait d'imputer à ses adversaires que sur la nature de l'organisation qui devrait naître de la fusion des deux groupes (après le congrès des 3 et 4 septembre 1921). En effet, alors que le groupe de gauche insistait sur le côté militant en exigeant "la présence régulière des membres aux séances de leurs sections, la désignation d'un travail particulier et régulier pour tous, une activité réelle de tous au sein du parti... un contrôle permanent de cette activité. Celle-ci devait être à la base du recrutement" (voilà ou se cache le fameux "élitisme" !!); les centristes insistaient sur "l'adhésion au programme et aux statuts", un contrôle "sans pourtant tomber dans l'abus"... Une polémique aussi vieille que celle qui divisa Bolchévicks et Menchévicks. Où donc se situe la LRT ?

Mais il est d'autres questions de portée plus générale qui sont abordées dans l'article de la LRT, sous l'angle le plus "acceptable" possible du point de vue réformiste.

Alors que tout l'histoire du PCB démontre amplement que ce parti est mort-né du point de vue révolutionnaire et qu'il a très clairement, dès 1930, renié la perspective révolutionnaire, l'article laisse croire que le PCB est resté globalement un parti ouvrier, dont les dirigeants auraient commis de nombreuses erreurs pour finalement succomber aux charmes d'un réformisme classique.

LA LRT TEND LA PERCHE AU PCB

De ce point de vue il est intéressant de voir quelles sont pour la LRT les périodes les plus noires ou les "meilleures" du PCB. Pour ce qui est des premières, l'article de la LRT relève la 3^e période de l'IC, c'est à dire celle où le sectarisme du PC l'amène à dénoncer la social-démocratie comme l'ennemi principal, avant le fascisme. Mais ce sectarisme, réel, est tout à fait mis par la LRT sur le même plan que celui de l'"ultra-gauche" des débuts et l'on voit bien, à la lecture de l'article, que l'"unité" est en elle-même mise en avant. D'ailleurs la période du Front Populaire est visiblement celle qui intéresse le plus la LRT. (suite p.9)

(suite de la p.8)

Elle est en effet la "progression" électo-rale (!) du PCB à l'époque et pratiquement s'en félicite : la LRT aimerait pouvoir aujourd'hui construire une telle "unité" avec le PCB !

La deuxième guerre impérialiste a vu le PCB changer de position, passer du "défaitisme" (lié à son soutien à l'URSS, au pacte germano-soviétique et donc à l'Allemagne), à la "résistance" et l'union nationale avec la bourgeoisie belge et les impérialismes "alliés". La LRT montre bien sûr ces tournants mais ne trouve pas d'autre critique à faire au PC que de n'avoir pas voulu "utiliser les armes en tant qu'organisation indépendante". La LRT lâche même cette perle en parlant de la "libération" : "Il n'est donc pas étonnant que le PC abandonne son cours révolutionnaire : selon le parti, la participation gouvernementale des communistes doit ouvrir la voie vers le socialisme..." ! !

Ainsi donc cette série sur l'histoire du PCB, par ses omissions comme par ses clins d'oeil au PC illustre parfaitement quel est le cours droitier et opportuniste de la IV^e Internationale.

En Belgique, la social-démocratie, en s'appuyant sur les richesses accumulées sur

le dos des masses exploitées des colonies et des couches paysannes prolétarisées, a pu contenir globalement le mouvement ouvrier sur le terrain parlementaire et pacifiste jusqu'au début des années 60. Elle a aussi réussi à empêcher le développement d'autres partis sur sa gauche et notamment celui du PC. Indéniablement, elle a aussi réussi à peser sur les courants gauchistes style LRT ou PTB qui sont devenus des rabatteurs syndicaux après les explosions de grèves sauvages au début des années 70 et aussi les plus chauds partisans des "réformes de structures anticapitalistes", des "plans économiques et industriels pour sortir de la crise", etc...

Dans de telles conditions, la critique du PCB devient difficile si ce n'est pour tomber dans les vieilles banalités social-démocrates contre le "sectarisme", les "tournants", etc, des stalinien.

Tout ceci démontre à quel point une organisation ayant renoncé à la construction d'un parti authentiquement révolutionnaire international devient par là-même incapable de rappeler au prolétariat sa propre histoire, d'en faire son bilan, de trancher les grandes questions politiques si ce n'est dans un sens platement réformiste !

(suite de la p.7)

droite. Une large unité nationale est nécessaire lorsqu'on se trouve confronté à la puissance de la superpuissance soviétique".

Passant sous silence le formidable mouvement de grèves de l'été 1980, dans lequel la classe ouvrière polonaise s'est battue pour ses revendications propres, contre sa bourgeoisie alliée de l'impérialisme russe, donnant ainsi exemple et courage aux prolétaires de tous les pays, les maoïstes du PTB ne gardent que la leçon de la "canalisation progressive de la lutte ouvrière dans la "lutte pour la Pologne"(2). Ils appellent non seulement les travailleurs à se lier plus étroitement avec des forces qui trahissent leurs intérêts au nom de la défense de l'économie nationale, au nom de la défense de l'économie

En prenant position face à une telle situation, des groupes comme le PTB se démasquent complètement et montrent ouvertement les objectifs et les méthodes qu'ils proposent. Il ne donne qu'une perspective : celle de l'alignement sur l'un des deux camps impérialistes et ils ont choisi le leur. Aujourd'hui, ils avancent des solutions économiques à la crise capitaliste, pour réformer, moraliser le capital national; demain, ils participeront aux préparatifs de guerre impérialiste en se rangeant au côté des bourgeois pour la défense de la nation.

Cette trajectoire n'est pas nouvelle, seuls les mots, les références changent : c'est celle du réformisme bourgeois et petit-bourgeois qui trompe les travailleurs avec son radicalisme apparent et qui, en fait, contribue à entraver le dur chemin de la reprise de la lutte révolutionnaire prolétarienne contre les bourgeoisies des différents pays du monde. (2) cf : Le Prolétaire n°353

Le n°2 du bulletin du Parti en turc

Le n° 2 (décembre 1981) de *Enternasyonalist Proleter*, notre bulletin en turc, est paru.

L'éditorial, intitulé *Vive la lutte indépendante de classe*, comprend deux parties. La première montre l'aggravation de la crise capitaliste internationale et la tendance à la reprise des luttes ouvrières dans le monde. La seconde montre l'approfondissement de la crise en Turquie, la résistance du prolétariat, et les dispositifs de réaction de la bourgeoisie turque, avec l'appui notamment des USA et des autres impérialismes occidentaux. Les tâches qui en découlent pour les communistes révolutionnaires sont développées dans un autre article.

Un article consacré à l'anniversaire du coup d'Etat du 12 septembre 1980 montre que la junte militaire turque est une forme de la dictature bourgeoise.

La seule alternative est non pas la démocratie, mais la dictature du prolétariat, le pouvoir communiste révolutionnaire internationaliste. Un autre article concerne le procès du Parti d'action nationale de Turkes.

La partie internationale comprend des articles sur l'autodéfense ouvrière contre les commandos des «loups gris» en Europe, sur la lutte des sans-papiers en France, sur la signification des émeutes de Casablanca, sur le rôle du gouvernement socialiste en France.

La partie théorique comprend un article intitulé *Pour le parti ouvrier indépendant*, tiré de *El Oumami*, et une citation de Lénine sur l'internationalisme prolétarien.



Un tract sur la solidarité avec la grève de la faim des réfugiés politiques en RFA, et sur le véri-

table visage de la démocratie allemande est diffusé avec le bulletin.

à propos du FCSW

Défendre l'unité de la classe ouvrière, contre la division, l'isolement et le morcellement des luttes, est une exigence vitale pour les travailleurs. Mais, pour que cette unité ne soit pas vide, mais bien une force réelle, une arme des travailleurs, contre la centralisation et la violence organisée de l'Etat bourgeois, elle doit en même temps revendiquer l'emploi de méthodes de classe, pour la lutte qui sont : grève sans préavis ni limitation préalable de durée, avec piquets de grève, organisation de la défense contre les flics.

Est-ce que ce sont ces principes que défend l'appel du Front commun syndical wallon, qui a fait glousser de joie toutes les forces "de gauche" et "d'extrême-gauche" (LRT-PCB), qui voient là un pas vers l'unité, et le renforcement de l'organisation de la classe ouvrière.

Le FCSW appelle bien à la bataille, mais...électorale, en faveur des forces progressistes (PS, RW, démocrates chrétiens, PC !!) et ceci pour mettre en oeuvre une nouvelle politique industrielle : planifications, régionalisation de la société nationale d'investissements, aide et contrôle publics, mécanisme de gestion...et programme de réforme de l'état, pour le renforcement du fédéralisme.

Pour ce pot-pourri de réformes, véritables diversions à la lutte des travailleurs pour leurs intérêts de classe, les directions CSC et FGTB, savent s'unir et se rendre utiles à la bourgeoisie. Mais la défense de l'entreprise, de l'économie régionale, de la relation industrielle, cela signifie : austérité. Comment se traduisent dans les faits, les beaux discours du FCSW qui demande "l'exécution intégrale et sans délai en Wallonie, des plans dans les secteurs industriels dits 'nationaux', notamment la sidérurgie et le textile". En sidérurgie par exemple par: "garantie du maintien de 10.000 emplois à Cocke rill". Il y en a actuellement 13.000 !

La CSC et la FGTB, dans les prochaines négociations avec le gouvernement, renoncent toutes les deux, à remettre en question les décisions déjà prises, dont la non-indexation des salaires. Elles sont donc bien d'accord : faire accepter les sacrifices. La "division" n'étant qu'un jeu. Quand les travailleurs, en core indécis, hésitent à partir en grève, la "division" des directions syndicales sert de frein, et généralement étouffe les luttes. Face aux débordements, la CSC et la FGTB finissent par unir leurs forces pour contrôler les grèves.

L'unité des directions syndicales existe donc bel et bien, depuis toujours, sur le fond : faire pourrir les luttes, briser la solidarité, maintenir la concertation et les négociations !

Prôner, comme le font les gauchistes, l'unité des directions syndicales, et même renforcer par leur suivisme, l'idée qu'elle est un préalable à la lutte, c'est renoncer à l'unité réelle des travailleurs qui doit se faire à la base, malgré et contre les directions syndicales.

NOTRE PRESSE EST VENDUE :

- DE GROENE WATERMAN
Wolstraat 7 - ANTVERPEN
- NOTERMAN
54, chaussée de Mons - ATH
- LA BORGNE AGASSE
13, rue de l'Athénée - BRUXELLES
- GUSTUS LIPSUIS
31, rue des Ménapiens - BRUXELLES
- LIBRAIRIE ARC EN CIEL
36, rue de Bruxelles - NAMUR
- CLUNY
86, boulevard Tirou - CHARLEROI
- BOEKENFONDS MARIUX
Apuinlei 18 - GENT
- BREVERS
28, rue de Cuesmes - JEMMAPPES
- ACADEMISCHE BOEKANDEL CABARY
Tiensestraat 82 - LEUVEN
- BOEK PAPIERHANDEL
Tiensestraat 87 - LEUVEN
- CENTRE GALILEE
Place Galilée - LOUVAIN LA NEUVE

PERMANENCES DU PARTI :

Tous les 2^o lundis du mois
de 19h30 à 21h
Au Café de la Régence
Place Fd Cocq, 12
1050 - BRUXELLES

الأممي l'internationaliste

el-oumami

organe du parti communiste international en Algérie



PUBLICATION MENSUELLE - 4^e ANNEE - FEVRIER 1982 - N°22 4FF.3DA

Statut personnel:

Le gouvernement recule !



de proletariër

INTERNATIONALE KOMMUNISTISCHE PARTIJ

PERMANENTIES: elke tweede maandag van de maand, van 19.30 tot 21.30 uur, in Café de la Régence, 12 Place Ferdinand Cocq 1050 Brussel.	KORRESPONDENTIEADRES: J.A., Postbus 199, 1060 BRUSSEL 6 POSTGIRO: 000-0943681-65, t.n.v. J. Arnoldy, te Luik. ABONNEMENTSPRIJS: f6,75/100 bf; f9,25/170 bf (als brief)
---	--

BIJLAGE VOOR NEDERLAND EN BELGIE BIJ Le Proletaire NR:18 FEBRUARI 1982

f 1,35 / 20 fb

HOOFDARTIKEL

VASTBESLOTEN STRIJD TEGEN ELKE BEZUINIGINGSMAATREGEL VAN DE REGERING !

De ziektewetplannen van Den-Uyl-Dales zijn ingetrokken, want de sociale onrust die dreigde, heeft zelfs de vakbondsleidingen verrast. Natuurlijk heeft de regering daarop haar plannen moeten veranderen. Den Uyl heeft het voorstel van de Kroonleden uit de SER, dat grotendeels in overeenstemming is met het 'alternatief' van de PvdA-fractie en bestuur, dankbaar aangegrepen. Nu hoopt zij dat de vakbondsleidingen hun leden meer in de hand zullen hebben. Als de arbeidersklasse hier het poolse voorbeeld van stakingen op de arbeidersklassemanier volgt: stakingen van onbeperkte duur, totdat alle eisen ingewilligd zijn, die niet van te voren worden aangekondigd, met zo groot mogelijke uitbreiding naar alle bedrijven, met een arbeiderszelfverdediging tegen het optreden van de politie of huurlingen van de bazen, dan zou de nederlandse bourgeoisiegenoodzaakt zijn ook de militaire diktatuur in te voeren.

Zoals hier al eerder gezegd, de PvdA maakt deel uit van deze regering om de economische herstruktureringen door te voeren. Deze eerste grote konfrontatie heeft de regering niet aangedurfd. Ondertussen blijft het ziektegeld wel bedreigd door dat fameuze 'alternatieve' bezuinigingsplan: 8% korting voor de zieke arbeider,

en premieverhoging voor de arbeidersklasse in haar geheel. De vakbondsleidingen hebben aangekondigd dat ook dit voor hen onaanvaardbaar is. Dat moeten wij nog zien! Tegen de loonsverlaging van 20% werd de FNV-leiding gedwongen stakingen te organiseren, ook al waren dat natuurlijk weer de bekende steriele prikakties, nu eens hier, dan weer alleen elders, en die ook maar enkele uren duurden. Nu de regering haar plannen gedeeltelijk ingetrokken heeft, is Kok tevreden. Moeten we de rest van de bezuinigingsplannen dan maar slikken als het aan de FNV-leiding ligt?

De werkgevers wilden natuurlijk nog verder gaan met de bezuinigingen. Zij blijven herhalen dat de economie gezond gemaakt moet worden, dat vóór alles het bedrijfsleven er weer bovenop moet komen. Bovendien vonden zij dat deze maatregelen hun doel misten: de kosten zouden voor hen nog verhoogd worden. De bezuinigingsmaatregel is dan ook bedoeld om de overheidsfinanciën te verbeteren. Ondertussen komen de eerste berichten over de besprekingen in de regering over de voorjaarsnota waarbij nieuwe reusachtige bezuinigingen worden geeist. De onenigheid tussen de rege-

(vervolg op blz 2)

IN HET FRANSTALIGE GEDEELTE:

en verder in deze krant:

- POLEN
- STAATSREPRESSIE TEGEN JONGERENBEWEGINGEN
- DE CPN 'VERNIEUWT' ZICH
- DE KOMMUNISTISCHE INTERNATIONALE
- DE STALINISTISCHE KONTRAREVOLUTIE

WAARIN ONZE PARTIJ ZICH ONDERSCHIEDT: het opeisen van de lijn die loopt van Marx naar Lenin, tot de oprichting van de Kommunistische Partij van Italië (in Livorno, 1921). De strijd van de kommunistische Linkerzijde tegen de degeneratie van de Internationale, tegen de theorie van "het socialisme in een enkel land" en tegen de stalinistische kontrarevolutie. Het afwijzen van de volksfronten en van de blokken in het Verzet. De moeilijke taak van het herstel van de revolutionaire doktrine en organisatie in verbinding met de arbeidersklasse, tegen de persoonlijke en parlementaire politiek.

ringspartners zou wel eens tot de val van het kabinet kunnen voeren, meldde van Agt. Ook de ont koppeling tussen de minimumuitkeringen en de minimumlonen zou onvermijdelijk worden.

Hierbij is er maar één die al deze gelden moet opbrengen: de arbeiders. De logica van het kapitalisme leidt gewoon daar naar toe. Alle partijen houden zich aan die logica, ook de 'linkse' partijen zoals de PvdA, CPN en andere. Toch wordt het voor iedereen steeds duidelijker dat deze kapitalistische economie de belangen van de arbeidersklasse steeds meer in botsing brengt met die van de economie zelf, dat wil zeggen, met de belangen van de bourgeoisie. Overal ter wereld, ook in de kapitalistische economieën in het Oosten, zoals in de Sovjet-Unie en in Polen heerst het kapitalisme, en worden dezelfde maatregelen bedacht om de regelmatig terugkerende economische crisis te bestrijden. Om op de wereldmarkt een grotere plaats te veroveren, moeten de produktiekosten verlaagd worden, en moeten we concurreren met de proletariërs van de overige landen. Nu gaat het nog om een economische oorlog, maar morgen worden dezelfde arbeiders van alle landen door hun bourgeoisie opgeroepen om het vaderland ook met de wapens en met hun leven te verdedigen.

De zogenaamde alternatieve plannen van PvdA, CPN en andere 'linkse' partijen, bevinden zich allemaal in de kapitalistische logica. Daarom kunnen zij niet meer aangeven dan enkele verschuivingen binnen het grote geheel van de bezuinigingen, de nadruk meer op deze of die sektor leggen. Zo wordt er ook door de FNV (vakbondseconomie van Laan) meer aandacht voor de binnenlandse markt gevraagd, dat wil zeggen voor de (kleinere) industrie die vooral voor de binnenlandse markt produceert. Dat is ook een kenmerk voor de CPN-houding: de middelgrote en kleinere kapitalisten beschermen. Alsof die een kleiner kwaad zouden zijn dan de grote monopolie-industrie! Alsof het niet allemaal kapitalisten zijn! Alsof er voor de arbeiders 'aanvaardbare' kapitalisten bestaan! Aangezien al deze alternatieve partijen de nationale economie, of dit of dat deel daarvan, blijven ondersteunen, kunnen zij ook niet aan de proletariërs de enig-mogelijke uitweg wijzen: onvoorwaardelijke en onverbiddelijke strijd tegen die nationale economie, tegen de nationale bourgeoisie. Dat is ook de beste manier om onze poolse klassebroeders te helpen in hun strijd tegen hun nationale, poolse burgerij.

Overal in de wereld wordt de strijd steeds duidelijker: de arbeidersklasse is steeds meer gedwongen zich tegen haar eigen burgerij te verdedigen. dat zijn de enige kampen die uiteindelijk en nu al steeds duidelijker tegenover elkaar komen te staan. Dat gevecht is niet te vermijden. Daarom moeten wij ons er nu al op voorbereiden en niet alleen nu de verdediging organiseren, maar ook onze aanval op het wereld-kapitalistische systeem voorbereiden. Daarbij kunnen de arbeiders geen vertrouwen stellen in de vakbondsleidingen; hier net zo min als in Polen de leiding van Solidariteit, die de poolse arbeidersklasse ongewapend liet tegenover de zichtbare voorbereidingen van de poolse bourgeoisie om de arbeidersklasse met het geweer in de rug aan het werk te sturen.

We moeten dus geen enkele concessie doen in deze economische oorlog tegen de regering en de werkgemers. Absoluut geen genoegen nemen met welke loonsvermindering dan ook, of met welke premieverhoging of uitkeringsverlaging dan ook. In deze vastbesloten strijd zullen allen, dat wil zeggen onze zogenaamde vertegenwoordigers: 'linkse partijen' en vakbondsleidingen, zich tegen ons keren. Ook moeten we absoluut niet wijken voor chantagepogingen zoals die dreigende ont koppeling tussen loon en uitkering.

Wij hebben niets te maken met de nationale economie, met het nationale belang. Onze belangen zijn voor ons maar al te duidelijk voelbaar in onze portemonnee.

Dat de PvdA in de opiniepeilingen in ijltempo naar beneden duikelt, is voor ons alleen maar een teken dat zij haar traditionele greep op de arbeidersklasse aan het verliezen is. De FNV moet zich nu wel wat strijdbaarder opstellen, anders zou ook de FNV als steunpilaar voor de nationale economie verloren gaan. Daarom moest zij wel openlijk stelling nemen tegen de eerste ziektegeldplannen van de regering. Maar nu de strijdbaarheid wat stoom heeft kunnen afblazen, zullen we ongetwijfeld de FNV-leiding niet meer in de voorste linies vinden, om de andere aanslagen op onze leef- en werkomstandigheden af te weren. Dat kunnen en moeten we alleen zelf doen buiten de controle van de vakbondsleidingen, en tegen hen, alsook tegen de 'arbeiders'partijen, zoals PvdA en CPN, verdedigers van de nationale economie.

Onze publikaties worden verkocht bij de volgende boekhandels:

- Athenaeum Nieuwscentrum
Spuistraat 305 - Amsterdam
 - Van Gennepe
Nes - Amsterdam
 - De Vrije Boekhandel
Veemarktstraat 40 - Breda
 - De Mol
J.v.Lieshoutstraat - Eindhoven
 - Agora
Zijlstraat 100 - Haarlem
 - Ruward
Breestraat 9 - Leiden
 - De Tribune
Kapoestraat 8 - Maastricht
 - Van Gennepe
Binneweg 131 B - Rotterdam
 - KRIS
Hogeschoollaan 225 - Tilburg
 - De Uitbuyt
Churchillaan - Wageningen
- Lees en abonneer je op De Proletariër, nederlands-franstalige bijlage bij Le Prolétaire. Verschijnt tweemaandelijks.

POLEN

Nog bieden de poolse arbeiders heldhaftig verzet. Regelmatig worden de uitzonderingsmaatregelen weer verscherpt, na een tijdje versoepeld te zijn geweest. Onlangs was er het bericht van een vuurgevecht in een tram, waarbij een politieagent zwaar gewond werd.

De westerse regeringen vinden het allemaal prima zo: de orde is hersteld; nu is het wachten nog op de definitieve verbetering van de produktie. Want daar draait het allemaal om. De poolse arbeidersklasse moet weer aan het werk, onder bedreiging van het geweer, om te produceren voor de nationale poolse economie. Allereerst moet zij dus produceren voor haar eigen kapitalistenklasse, de poolse burgerij. Verder ook voor het russische imperialisme en voor de westerse banken (de nederlandse banken hebben 850 miljoen in Polen gestoken). Het is dus in het belang van de bourgeoisie in het Oosten net zoals in het Westen, dat de poolse economie weer opknapt.

Natuurlijk was deze militaire staatsgreep voor het Amerikaanse kamp koren op de molen van hun schijnheilige propaganda voor de mensenrechten. Ook de westeuropese regeringen hielden mee in dit koor, ook al willen zij de konfrontatie met Polen en met de SU minder hard spelen dan de regering Reagan. De Europese landen denken aan hun eigen belangen, en proberen daarbij een van de VS onafhankelijke koers te varen. Het gaat Midden- en West-Europa om haar levensbelang, want Europa is bij de konfrontatie tussen de VS en de SU voorbestemd om slagveld te worden. Daarom proberen de Europese bourgeoisieën (zo lang mogelijk) hun onafhankelijkheid te bewaren, en daarom wilde met name de BRD geen openlijk-afkeurende reactie geven op de gebeurtenis van 13 december.

Maar, ook al zijn er verbale protesten, toch zou het Westen beslist niet tussenbeide komen, als de SU zich gedwongen zou zien zelf rechtstreeks in Polen in te grijpen. De invloedssferen zijn nu eenmaal zo verdeeld dat Polen aan de SU 'toekomt'. Maar ook tot opluchting van de SU probeert de poolse bourgeoisie zelf de arbeidersklasse weer in het gareel van de nationale economie te schieten.

Achter de verbale protesten heerst zowel in het Oosten als in het Westen bij de burgerij grote eensgezindheid: oorlog tegen de arbeidersklasse als deze zich, door de steeds slechter wordende werk- en levensomstandigheden gedwongen ziet zich te verzetten. Die oorlog kan de vorm aannemen van openlijk militair ingrijpen, zoals ook in Turkije, zoals ook in Chili. Als het kapitalisme zich bedreigd voelt, grijpt het overal ter wereld naar dezelfde middelen om haar heerschappij overeind te houden: autoritaire regeringsvormen zoals militaire diktaturen (en gisteren ook het fascisme). De beste solidariteit die de arbeidersklasse hier in het Westen kan geven aan haar poolse klassebroeders, is zelf hier de strijd aan te gaan tegen onze eigen bourgeoisie. De officiële solidariteitskampagnes door nationale komitees, waarin de bloem van de nederlandse burgerij

vertegenwoordigd is: werkgevers, bankiers, regeringsfunctionarissen en vakbondsleiders, met nationale reclamecampagnes, slaat bij de arbeidersklasse nauwelijks aan. Begrijpelijk, want zij voelen wel aan dat dat niet de solidariteit is waarop haar poolse broeders zitten te wachten. Zouden die bankiers en de regering eens werkelijk iets voor de poolse arbeidersklasse willen doen (hetgeen natuurlijk ondenkbaar is) dan zouden ze de poolse schuld moeten kwijtschelden. Maar zo iets druist natuurlijk helemaal in tegen de principes van het kapitalisme! Bovendien komt die officiële hulp niet rechtstreeks bij het poolse proletariaat, maar bij de poolse militairen, of bij de poolse katholieke kerk of andere instanties, die de arbeiders alleen maar hebben afgehouden van een zo effectief mogelijk verzet tegen de militaire machtsgreep.

Wat zijn nu de reacties geweest van de 'arbeiders'-organisaties en 'arbeiders'partijen op de militaire staatsgreep in Polen?

De PvdA. Het Vrije Volk zegt in een commentaar op 14 december dat een russisch ingrijpen een catastrofe zou betekenen, dat de 'poolse' oplossing het voordeel heeft russisch ingrijpen te voorkomen. Het ideaal is voor HVV dat de toestand van vóór de staatsgreep wordt hersteld, dat de vakbond Solidariteit haar rechten herkrijgt. Wel waarschuwt de krant dat beide partijen, het Westen en het Oosten, enorme zelfbeheersing in acht moeten nemen. Ook moet het Westen de economische hulp voortzetten, dus geen sancties treffen, om de toestand niet verder te verergeren. Ook buitenlandsekenararis van Traa, in Voorwaarts van 15 december, bekritiseert de militaire staatsgreep...in woorden. Er zou moeten worden geprobeerd om de poolse partij zover te krijgen dat deze de toestand weer normaliseert. Overigens lijkt van Traa niet het argument van HVV te delen dat op deze manier het "ergste", een SU-inval, is voorkomen. Volgens hem zal deze militaire ingreep de tegenstellingen in Polen ook erg kunnen opvoeren. Het ergste is dan: dat Polen ten onder gaat aan een burgeroorlog. Het ergste is dan dat de vrede bedreigd wordt. Dat is de voornaamste zorg voor de sociaaldemokratie in Nederland (en elders in Europa). Dat betekent allemaal wel, dat de poolse arbeiders, net zo goed als de arbeiders hier, onder het juk van het kapitaal blijven, geheel overeenkomstig de positie van de PvdA als linkervleugel van de nationale burgerij binnen de arbeidersrangen.

De FNV. Deze doet niet veel meer dan haar verontwaardiging uitspreken over de schending van de democratische- en vakbondsrechten. Solidariteit moet hersteld worden in haar rechten, want alleen een konstruktief overleg tussen de poolse regering en Solidariteit biedt de mogelijkheid om de grote maatschappelijke en economische crisis op te lossen. Dus: handhaving (vervolg op blz 4)

van het -kapitalistische- systeem, en herstel van het overleg.

De CPN. De CPN wijst de militaire oplossing af: er moet een politieke oplossing komen met democratische middelen. De CPN stelt dat die militaire machtsgreep niets te maken heeft met socialisme en demokratie. Zij heeft het over de moeilijkheden, de misère, die door een consensus, door een samenwerking van alle Polen overwonnen moet worden. Hoe? Dat zegt het partijbestuur in zijn verklaring van 14/12 niet.

Ook bij de CPN geen woord over hoe de arbeiders hier werkelijk solidair kunnen zijn. Zij zegt dat de protesten van de arbeidersbeweging in het Westen terecht, en bitter nodig zijn. Niets méér. Verder spreekt de CPN haar gebruikelijke afschuw uit over het wapengeweld. Maar, het is wél alleen op het terrein van het geweld dat de arbeiders het geweld van de diktatuur van de burgerij zullen kunnen verslaan!

Hoewel in het commentaar in De Waarheid van 16/12 wordt gezegd dat de Sovjet-Unie heeft aangespoord tegen de zogenaamde antisocialistische krachten in Polen, werd door de CPN in de demonstratie in Amsterdam op de zaterdag, volgend op de staatsgreep, druk uitgeoefend om niet de SU als hoofdschuldige in het gebeuren te zien, maar de poolse partij! Er moest, volgens de CPN, worden geprobeerd de SU er buiten te houden. Want een oplossing zou minder kans maken indien de crisis in internationaal vaarwater getrokken zou worden! Oftewel: als zij moet kiezen, kiest de CPN nog altijd het kamp van de SU.

De IKB. Deze trotskistische organisatie heeft posities die lijken op die van de CPN. Ook hier een morele verontwaardiging over het geweld, over de gevangenneming van tienduizenden vakbondsleden. De morele afschuw daarover gaat gepaard aan leuzen als: solidariteit met Solidariteit, zonder dat nader wordt aangegeven dat de enige echte solidariteit met de poolse arbeiders is: ons hier al op het terrein van de openlijke strijd met de bourgeoisie te plaatsen (met al het geweld dat die botsing in wezen inhoudt!). Verder wordt met geen woord gerept over de praktische sabotage door de leiding van Solidariteit, die de arbeiders ongewapend liet, door hen niet te organiseren tegenover de dreigende staatsgreep. Integendeel, de IKB roemt het toegenomen zelfvertrouwen, alsof dat voldoende is als wapen tegenover het leger! De bewering dat de staatsgreep niet was zoals in Chili: omdat de poolse militairen hun staatsgreep in samenwerking met de partij uitvoerden, terwijl het in Chili en Turkije juist tegen de regerende partij gebeurde. Die redenering van de IKB is er alleen maar om het zogenaamde niet-kapitalistische karakter van het Oostblok te kunnen handhaven. De IKB erkent niet dat er in Polen net zo goed een kapitalisme heerst als hier in het Westen, en dat er dus daar ook net zo goed als hier sprake is van strijd tussen twee klassen: de bourgeoisie en het proletariaat.

Verder ziet de IKB Solidariteit als de beste vertegenwoordigster van de poolse proletarische beweging, en heeft zij geen woord van kritiek op de feitelijke ontwapeningspolitiek van Solidariteit. Ook stelt de IKB het voor alsof Solidariteit een paar dagen te laat is geweest om de macht werkelijk in handen te nemen. De IKB spreekt in dit verband zelfs van een "revolutionaire situatie", die in december in Polen geheerst zou hebben! Dat is hun opvatting van revolutie: een niet-gewelddadig proces, oftewel: dat is helemaal geen revolutie! Met dergelijke illusies voert de IKB dezelfde ontwapenende politiek als de leiding van Solidariteit.

De KAO. In de Rode Vlag van 19/12 staat dat nu (pas?) de konfrontatie onvermijdelijk is geworden. Alsof Solidariteit dat al niet lang van te voren had moeten zien aankomen!

Als aanhanger van het chinese 'socialisme' wordt natuurlijk de verantwoordelijkheid van de SU in de staatsgreep beklemtoond. De KAO pleit voor een -nationale- strijd van de Polen, arbeiders en burgerij verenigd!, tegen de imperialistische, russische onderdrukker. Zo wordt het authentiek-proletarische karakter van de poolse arbeidersbeweging geheel ondergesneeuwd, en ondergeschikt gemaakt aan de belangen van de nationale, poolse, economie. Dat is het bekende stalinistische idee: nationalisme in plaats van proletarisch internationalisme. Vanzelfsprekend ook geen woord over hoe de arbeiders hier solidair kunnen zijn, behalve dan...een bredere boycot door West-Europa en door de VS van de SU. Dat, omdat "het er nu op aan komt de SU te ontmoedigen om verder te gaan op het pad van agressie en overheersing" (Rode Vlag van 16 januari). De KAO laat zich dus kennen als een aktieve verdediger van een imperialistische oorlog, en heeft haar kamp al gekozen. Haar imperialistische kamp wel te verstaan: dat van de Verenigde Staten. Het enige kamp van het proletariaat daarentegen is: tegen alle bourgeoisieën van de hele wereld, zowel tegen de VS als tegen de SU, alsook tegen de eigen, nationale, burgerij, of dat nu in Polen is of in Nederland.

de GML. Deze organisatie legt wel het verband tussen de militaire diktaturen in Turkije en die van Polen. Maar geen woord van kritiek op de leiding van Solidariteit. Hoewel de Europese volkeren in de schaduw leven van twee supermachten, ziet de GML toch alleen als oplossing: een niet-koloniale onafhankelijkheid. Polen wordt dan beschouwd als een halve kolonie van de SU. Ook zegt de GML dat "alleen een onafhankelijk land een eigen socialistische politiek kan voeren" (Rode Morgen van 13/1). Maar, de economische, en dus ook politieke, onafhankelijkheid, is een sprookje onder het kapitalistisch regiem! Een enkel land kan niet eens socialistisch zijn, en dus ook geen socialistische politiek volgen! Het alternatief voor de arbeidersklasse in Polen en overal in de wereld is: de proletarische, revolutionaire strijd van het wereldproletariaat tegen de gezamenlijk wereldbourgeoisie. Een derde weg, die van neutrale onafhankelijkheid bestaat niet!

STAATSREPRESSIE TEGEN JONGERENBEWEGINGEN

De regering heeft dus de voorkeur gegeven aan het voorlopig niet door laten gaan van het tweede munitietransport.

Dat betekent dat de massale protesten tegen de toenemende militarisering en oorlogsvoorbereiding sukses hebben gehad.

We hebben ook gezien dat er geen steun is voor dit verzet van de kant van de 'linkse' partijen. De PvdA verwijt de CPN-er Bakker dat deze de levende blokkade goedkeurt. Dat neemt niet weg dat de CPN officieel verklaart tegen de andere, meer gewelddadige, aktiemethoden te zijn, zoals de bommeldingen, het vernielen van seinhuisjes, en dergelijke.

Maar de aktievoerders hebben begrepen dat we ons principeel juist niet kunnen beperken tot niet-gewelddadig verzet tegen de huidige maatschappijvorm. Daarom ook komen we in botsing met een partij als de CPN, die uiteindelijk een van de meest vurige verdedigers is van de heersende orde: denk aan de veroordeling door de CPN van het tegengeweld van de rotterdamse havenstakers in '79, en haar herhaaldelijke veroordeling van het krakersgeweld (onlangs nog naar aanleiding van het omverhalen van het beeld van Wibaut bij de Blaaskopontruiming).

Het is duidelijk dat de staat probeert de jongerenbeweging, kraakbeweging, de anti-militaristische beweging te onderdrukken. Ook al zit er nu een socialistische minister van Binnenlandse Zaken, het overheidsgeweld bij Dodewaard was er niet minder om. Het was ook een socialistische ministerpresident die het bevel gaf tot de moordaanslag op de molukse treinkapers in '77.

Of het nu de VVD, of de PvdA, of het CDA is die regeert, de staat behoudt haar functie: uitvoerend orgaan van de heersende klasse. Aan die logika zal zelfs een CPN zich niet kunnen onttrekken. Vandaar ook het debat over de ontruiming van een gekraakt pand in Zaanstad door een CPN-locoburgemeester. De nieuwe CPN-burgemeester van Beerta laat ook de mogelijkheid open om de politie op sociale bewegingen af te sturen, zoals de kraakbeweging en het verzet tegen de militarisering van het Noorden. Zij zegt niet ondubbelzinnig nee tegen die mogelijkheid, ook al vindt zij het een "teken van zwakte" (maar ondertussen!!).

De staat onderdrukt. Dat Onkruid bij haar PMC-buit kant en klare plannen aantrof, om hier poolse toestanden in te voeren, moet ons dan ook niet verbazen. Dat is eigen aan elke burgerlijke staat, om zonodig snel om te kunnen wisselen van legale parlementaire democratie, naar even-legale (want 'demokratisch' in het parlement gekozen) uitzonderingstoestanden.

De staat intimideert nu met name de jongeren uit de arbeidersklasse. Maar zij intimideert daarmee tegelijk ook heel de arbeidersklasse.

Want als de jongeren al zoveel kunnen bereiken met hun verzet tegen de munitietransporten, dan kan de arbeidersklasse, als zij eenmaal, goed georganiseerd en aangevoerd, in openlijk verzet komt tegen de diktatuur van de burgerij, nog veel meer bereiken.

De strijd tegen de politiek van de overheid, of het nu is tegen de kerncentrales, of tegen de repressie van dienstweigeraars, tegen het geweld tegen krakers, maar ook tegen de voortdurend scherper wordende loonsverminderingen, die strijd moet zo massaal mogelijk gevoerd worden, door alle lagen van de arbeidersklasse. Niet alleen zij die nog werk hebben, maar ook de -vaak werkloze- jongeren, en de arbeiders die uit het arbeidsproces uitgeschakeld zijn: de werklozen en de zieken. Alle gevechten passen uiteindelijk in dat ene kader: zelfverdediging door de arbeidersklasse tegen de politiek en de aanslagen van het uitvoerend orgaan van de bazen: de regering. Arbeiders-zelfverdediging, waarbij we het geweld van de tegenpartij moeten beantwoorden met ons eigen geweld.

Daarom moet er ook op zo breed mogelijke schaal propaganda gemaakt worden tegen de toenemende militarisering. Dat het transport van munitie gevaarlijk is, is daarbij een bijkomend punt. Ons voornaamste doel is de aktieve voorbereidingen van de derde imperialistische oorlog tegen te gaan. De jongeren voelen dat natuurlijk scherper aan: zij zijn het die de toekomst mee zullen maken, en zij zijn het die in het leger worden geroepen om te dienen voor het 'vaderland'. Dat wil zeggen, om hun klassebroeders van over de grens te bestrijden op leven en dood voor het belang van de nationale burgerij.

Om de derde wereldoorlog te voorkomen, of, als dat niet mogelijk blijkt, om die imperialistische oorlog om te zetten in een oorlog tegen de eigen bourgeoisie, daarvoor is antimilitaristische propaganda in het algemeen noodzakelijk. En natuurlijk helemaal in het leger, onder de dienstplichtigen. Want ook al hebben zij het legeruniform aan, zij blijven arbeiders, leden van de arbeidersklasse.

Het leger is de laatste steunpilaar voor de heersende klasse. Vandaar ook dat elke regering, links of rechts, bijzonder gebeten is op alles wat het leger aantast. Vandaar ook de veroordelingen van de soldaten die op 21 november in uniform meelepen, ook al is het een D'66-er die deze keer minister van Defensie is. Vandaar ook de recente berichten over de infiltratie (pogingen) van de BVD in antimilitaristische organisaties.

Wij moeten solidair zijn met de slachtoffers van de overheidsrepressie; met de soldaten die gestraft zijn voor 21 november; met de ontelbare veroordelingen van jongeren die geweld gebruikt hebben tegen de ME; met de veroordeelden onder de demonstranten bij Dodewaard; met de totaal- en andere weigeraars van de militaire dienst. Wij moeten een zo groot mogelijke publiekheid

vervolg op blz 7

DE CPN 'VERNIEUWT' ZICH

Volgens de woorden van Hoekstra is het ontwerp-programma van de CPN niet vergelijkbaar met enig ander program van een kommunistische partij, zó revolutionair en nieuw moet het zijn. Dat betekent alleen maar dat de CPN op kop loopt bij het afzweren van haar stalinistisch verleden. Hoekstra: we moeten laten zien dat een nieuwe kommunistische partij mogelijk is.

Wel, het resultaat? In het kort komt het neer op een voortzetting van de oude, stalinistische, politiek van de CPN. Een politiek overigens, die zij met al die zogenaamde kommunistische partijen gemeen heeft. Ook al suggereert zij dat dit nieuwe programma volstrekt onorthodox en nieuw is, het blijft de fundamenteel-stalinistische kontrarevolutionaire kenmerken dragen. In feite valt meteen het samengaan van twee dingen op: de PvdA publiceerde een nota over de CPN, en deze partij beantwoordt in haar ontwerp-program in hoge mate aan de eisen die de PvdA stelde aan deze eventuele toekomstige regeringsgenoot.

De CPN mag dan noties als de voorhoederol van de partij en het marxisme-leninisme hebben laten vallen, het betekent alleen maar dat zij nog opportunistischer aan het worden is.

De stalinistische kontrarevolutie behaalde in de russische kp en in de Komintern in 1926 de definitieve overwinning op de macht van het proletariaat. Daarmee was elke verworvenheid van Oktober '17 om zeep geholpen. Stalin's theorie van het socialisme in één land betekende de definitieve verloochening van het revolutionair marxisme, dat de internationale revolutie voorop stelt, en dat de belangen van de -geslaagde- revolutie in één bepaald land ondergeschikt maakt aan het slagen van de wereld-revolutie. Stalin's kontrarevolutie, waarbij hij de belichaming was van de kapitalistische groeperingen en tendenzen in de russische maatschappij, stelde de -kapitalistische- ontwikkeling van Rusland, het 'vaderland van het socialisme', voorop, en maakte elk proletarisch belang, zowel binnen als buiten de SU, daaraan ondergeschikt.

De loop van de geschiedenis is bekend: zowel de SU als de kp's in de verschillende landen, namen voluit deel aan de imperialistische tweede wereldoorlog, onder het slagwoord van strijd tegen het fascisme. Eerst in een bondgenootschap met nazi-Duitsland, vervolgens met de westelijke imperialistische bourgeoisieën. Via de Komintern werden alle kp's gedwongen dezelfde burgerlijke politiek van onderwerping aan het nationale belang te volgen. In de loop van de jaren, met name na de tweede wereldoorlog, werd het failliet van het stalinisme steeds duidelijker: de kolonisering van de oosteuropese landen, en de levens- en

werkomstandigheden van de arbeiders daar en in de SU. Nog steeds bestaat daar loonarbeid! Ondanks zovele tientallen jaren van 'socialisme'! Nog steeds bestaat daar hetzelfde maatschappelijke kapitalistische systeem als hier in het Westen, met dezelfde verschijnselen van de markt en uitbuiting van de arbeidersklasse. Ook wordt steeds duidelijker dat die zogenaamd socialistische landen zich niet kunnen onttrekken aan de wereldmarkt. Diverse oosteuropese landen hebben in het Westen enorme schulden (Polen!). De SU heeft onder het stalinisme een nationale, kapitalistische ontwikkeling doorgemaakt. Nu is zij een industriële, kapitalistische en dus ook imperialistische grootmacht.

Na in de jaren vijftig de russische militaire ingrepen in het Oostblok nog te hebben verdedigd, is de CPN nu dan zover dat zij de recente staatsgreep in Polen volledig afwijst. Ondertussen is haar politiek dezelfde gebleven, in al de jaren van haar bestaan: onderschikking van de belangen van de arbeidersklasse aan die van de nationale economie, dat wil zeggen aan die van de bourgeoisie. Wat dat betreft, voerde de CPN dezelfde politiek als de PvdA: de burgerlijke belangen verdedigen binnen de arbeidersklasse, ook al bestonden en bestaan er natuurlijk verschillen in hun benadering.

De toenemende oorlogsdreiging, de 'logische' oplossing voor het wereldkapitalisme om de zoveelste economische crisis om te zetten in een gigantische vernietiging en in een economische bloeitijd na de derde wereldoorlog, veroorzaakt nu een toenadering tussen de CPN en de PvdA. Beide partijen proberen zich nu onafhankelijk op te stellen ten opzichte van de beide supermachten, en een derde weg voor de europese landen te vinden. Daarom passen dat rapport van de PvdA over de CPN en het ontwerp-programma van de CPN wonderwel bij elkaar.

Enkele punten uit dat nieuwe ontwerp-programma:

- De strijd voor de vrede wordt als hoofdzaak gezien in deze tijd. Maar de methode is dus die van een pacifistisch wegwensen van beide machtsblokken in de wereld. De CPN wil de oude, stalinistische patronen overboord zetten, maar de strijd voor de nationale onafhankelijkheid handhaven. Daarbij past dan een voortdurend waarschuwen tegen het gevaar van een herbewapend en revanchistisch Duitsland. En wie zou tegen dit gevaar bescherming moeten bieden, dan een van beide (of allebei) grootmachten, de VS en de SU? De politiek van de CPN is hier dus: de hulp en het kamp van een van de grote imperialistische supermachten inroepen, om...de onafhankelijkheid van een kleinere natie te beschermen! Die onafhankelijkheid is onder het kapitalisme een fictie!

- Over haar eigen ontwikkeling: kommunistische partijen moeten autonoom zijn, en uitsluitend verantwoording schuldig aan de arbeidersklasse en de bevolking in het eigen land.

Dit is niets anders dan de logische voortzetting van de stalinistische, nationalistische politiek.

- als oplossing voor de militaire blokken:

"afspraken die dienen uit te gaan van erkenning van de autonomie en nationale integriteit van landen". In dit verband pleit zij voor meer aandacht voor de Verenigde Naties, de dekmantel van de imperialismes!

- Zij doet het ook voorkomen alsof het een keus is van een bepaald land, om economisch al dan niet afhankelijk te zijn van de economisch-machtigere grote broers op de wereldmarkt! Alsof die economische en politieke afhankelijkheid niet onvermijdelijk zijn!

- Zij betreurt het dat door een verkeerde nationale politiek, bedrijven die voor de binnenlandse markt werken, verwaarloosd werden. Ook betreurt zij het dat de kleinere ondernemers, middenstanders en boeren gelijkwideerd worden. Maar dat is zo logisch als wat, in het kapitalisme: concurrentie en concentratie. Dat zijn ijzere wetten, en daaraan ontkomt geen enkele bedrijf. De CPN wil die ontwikkeling tegengaan door steunverlening aan "niet-monopolistische bedrijven", om een richtingverandering te verkrijgen in de nederlandse economie. Het is dus 100% burgerlijke politiek.

- De CPN stelt dat de sociale bewegingen veranderingen binnen de machtsapparaten veroorzaken, in de zin dat politie en leger zich nu ook tegen geweld gaan keren. Zij mikt dus op een bewustzijnsverandering, als manier om de maatschappij te veranderen. Kortom, dat zijn slechts illusies, die de bestaande, kapitalistische orde alleen maar handhaven. Zij spreekt nog wel over "socialistische omvorming" van de maatschappij, maar dat moet wel rustig, via een geleidelijk proces, plaatsvinden. De inhoud, het doel van dat proces? : "de macht van het grote kapitaal terugdringen, en de democratie uitbreiden".

- De weg naar dit 'socialistisch' paradijs is voor de CPN natuurlijk een parlementaire weg: "zij wil de democratie in ons land bevrijden van de ketenen, die aangelegd zijn door de krachten van grootkapitaal."

- Uiteraard zweert zij ook bij de Grondwet. Zelfs een monarchie is geen bezwaar, als de monarch zich maar aan die Grondwet houdt. En die partij haalt in de tweede kamer de Internationale aan, die zegt dat "de wet verdrukt"!

- De overgang naar een socialistische economie zal fasegewijs verlopen, en moet in overeenstemming zijn met de meerderheid van de bevolking! De economie moet gedemocratiseerd worden, en het einddoel is: "een, onder nederlandse verhoudingen tot stand gebracht, arbeiderszelfbestuur".

Kortom, alle fouten van het stalinisme worden met zoveel woorden afgezworen en bezworen. Alle tegenwoordige sociale bewegingen krijgen een plaatsje in de visie naar die socialistische maatschappij. Alles zal heel geleidelijk gaan, vooral niet gewelddadig, want geweld wordt met afschuw van de hand gewezen. Alles zal met

instemming van het hele volk gebeuren. De staat mag zich niet met partijpolitiek bemoeien. Het individu krijgt vooral betekenis als individueel persoon, en niet als lid van een maatschappelijke klasse. Het begrip arbeidersklasse wordt nog vager gemaakt.

Zoals de CPN ook zegt: zij wil initiatiefnemend en verenigend optreden. Ofwel: haar traditionele aanhang ertoe brengen de samenwerking met de PvdA en andere linkse partijtjes aan te gaan. Daarbij zet de CPN elke theorie die een verwijzing is naar de Oktoberrevolutie overboord. De theorie wordt aan de praktijk aangepast, want die 'socialistische' of 'kommunistische' praktijk was al sinds midden jaren twintig burgerlijk en kontrarevolutionair.

In tegenstelling tot wat de 'rechtse' media over de CPN zeggen, is de CPN nu duidelijker burgerlijk geworden: zij is dat altijd al burgerlijk geweest.

De eenheid waarvoor de 'vernieuwde' CPN nu optreedt, is dus de kontrarevolutionaire eenheid binnen en met de nationale economie en de nationale burgerij.

Wij verheugen ons over deze duidelijkheid, om met des te meer succes de strijd tegen de verdedigers van de burgerlijke orde en economie te kunnen voeren!

ZOJUIST VERSCHENEN:

Van de crisis van de burgerlijke maatschappij naar de kommunistische wereldrevolutie.

manifest van de internationale kommunistische partij 1981

84 blz, f 3,-

Verkrijgbaar in de boekhandel (zie lijstje op blz 2), of op aanvraag: schrijf dan naar Postbus 199, 1060 Brussel 6.

vervolg van blz 5

en beweging maken rond deze slachtoffers, in naam van onze eigen belangen als jongeren, die niet het kazerneregim willen ondergaan. Die niet willen vechten tegen onze broeders uit andere landen. Als soldaten, die actief binnen het leger antimilitaristische propaganda bedrijven in naam van de belangen van de arbeidersklasse, die slechts belang heeft bij een binnenlandse burgeroorlog tegen onze eigen nationale onderdrukkers. Tegen het geïnstitutionaliseerde geweld moeten we ons eigen geweld stellen, binnen en buiten het leger. We moeten ons verzetten tegen de imperialistische oorlogspropaganda van de bourgeoisie, die ons voor een van de imperialistische karretjes wil spannen.

Hieronder volgen (gedeeltes van) twee hoofdstukken uit ons Manifest (zie het kadertje op blz 7).

5. De Kommunistische Internationale (de Derde Internationale)

....

De Oktoberrevolutie heeft de juistheid van het gevecht dat door de revolutionaire marxistische Linkerzijde gevoerd was tegen de reformistische sociaalimperialistische en sociaalpatriottische sociaaldemocratie, volkomen aangetoond. De Oktoberrevolutie heeft de noodzaak van de revolutionaire oplossingen voor de crises van het kapitalisme geheel bekrachtigd, en zij heeft geheel en al het perspectief van het revolutionaire defaitisme gerechtvaardigd, dat wil zeggen: het perspectief van de omvorming van de imperialistische oorlog in revolutionaire burgeroorlog.

En dat is nog niet alles. De overwinning van Oktober heeft experimenteel bewezen wat de Kommune van Parijs alleen nog maar in het negatieve had kunnen bewijzen, namelijk: dat de opstand en de diktatuur de leiding vereisen van de ge-centraliseerde politieke klassepartij, zonder die leiding met anderen te delen, en dat het veroveren van de leidende rol van de partij slechts mogelijk is door een lange voorbereiding, die uitgevoerd wordt in gebeurtenissen die extreem rijk zijn, zowel aan een theoretische strijd, als aan een praktische strijd zonder mededogen.

....

De dwalingen van de leiding van de kommunistische Internationale verzwakten de proletarische partij aanzienlijk tegenover de kompakte druk van de centristische stromingen van het Westen -die in de grond democratisch en sociaal-chauvinistisch waren-, en tegenover de sociale krachten in Rusland, die probeerden de proletarische staat van de wereld-revolutie af te keren, en die zich tot kampioen maakten van de nationale ontwikkeling van de kapitalistische krachten die in beweging kwamen, en die dus de revolutie wilden beperken tot de burgerlijk-kapitalistische horizon, die de revolutie op het economisch terrein niet had kunnen overschrijden.

Deze krachten vonden een vertegenwoordiger in het stalinisme, en de theorie van het "socialisme in één enkel land" had al de overwinning behaald, toen de formidabele revolutionaire beweging van de arbeiders van Sjanghai en van Kanton en van de chinese boeren van Hunan uitgeleverd werd aan de massamoorden van de Kwomintang in 1926-27, zonder verdediging door de Internationale, en toen de magnifieke staking van de engelse mijnwerkers van 1926 vierkant werd uitgeleverd aan de sabotage van de reformistische leiders van de trade-unions.

Vanaf toen werd de gestaliniseerde Internationale een instrument van de russische kapitalistische staat. En evenals die staat werd de Internationale gebruikt om de diverse nationale en internationale opposities tegen deze kontra-revolutionaire politiek te bestrijden en uit te roeien. Haar rottende resten werden zelf formeel opgeruimd toen in 1943 Stalin de ontbinding van de Internationale ruidde tegen de vliegtuigen van Roosevelt, en dit ten koste van de slachtoffers van de democratische en patriottische gevechten, waar men de proletariërs bij tientallen miljoenen liet sterven voor de verdediging van de democratische kapitalismen, dat wil zeggen voor de machtigste, de best toegeruste en de taaiste imperialistische landen.

De nieuwe opportunistische golf die haar triomf in 1926 definitief had behaald en die had geleid tot een duurzame vernietiging van elke proletarische beweging, heeft de ergste eigenschappen van de voorgaande opportunistische golven in zich verenigd.

Het stalinisme heeft steun gevonden in de rampzalige gewoonte van de Internationale, die erin bestond, dat zij elk half jaar nieuwe situaties ontdekte om steeds grotere tactische schommelingen te rechtvaardigen, om de proletarische tactiek voor te stellen als de opeenvolging van bruuske wendingen van de principes zelf, en als het resultaat van een geniaal macchiavellisme van geïnspireerde en slaafs geflikfloodde leiders, om de tactiek geheel los te maken van de principes en van het programma.

Het stalinisme heeft steun gevonden in de manoeuvres tegen de andere stromingen en in de bureaucratische druk, en het heeft ruimschoots het openstellen van de partij met de democratische volksstemming gekombineerd, evenals met de geforceerde catechisatie, de openbare vernederingen, de korruptie, het disciplinaire terrorisme en de fysieke likwidatie om de oude revolutionaire gardes te elimineren en om zijn burgerlijk-kapitalistische politiek op te leggen, terwijl het zich formeel presenteerde als de voortzetter en de erfgenaam van de Internationale van Lenin.

Het rechtvaardigde alle volks- en nationale fronten; dat wil zeggen: het ondergeschikt maken van de proletarische partij aan burgerlijke partijen. Dit niet alleen in de landen waar de bourgeoisie een historisch-progressieve rol speelde -wat al ernstig was-, maar ook nog in de landen waar het kapitalisme sedert tientallen jaren heer en meester was, en waar het fascisme alsniets meer of minder dan een variatie van feodale reactie werd voorgesteld.

Het stalinisme aarzelde niet in de imperialistische oorlog zich neer te vlijen in de openlijke samenwerking met de kapitalistische staten, en het maakte de proletarische beweging van de westerse democratieën en van de halfkolonies van Latijns-Amerika, net zoals de beweging van de koloniale emancipatie die gericht was tegen de franse en engelse imperialismen in Azië en in Afrika, ondergeschikt aan de belangen van het bondgenootschap tussen de democratische imperialismen en het russische pseudosocialisme tegen de As-imperialismen.

Het viel dus net zo laag als de opportunistische golf van de sociaaldemokratie in 1914 was gevallen, maar, het stalinisme kontinueerde daarbij het gebruik van de revolutionaire fraseologie, de taal van het geweld en van de diktatuur, die nuttig waren voor de kapitalistische omverwerping, die in Rusland en in het Verre Oosten nog een revolutionair karakter had, en palmde aldus het erfdeel van sympathie voor de Oktoberrevolutie in van één proletariaat dat hoe langer hoe meer gedesoriënteerd was.

5. De stalinistische kontrarevolutie en de terugkeer tot het revolutionaire perspectief

Na de sovjetstaat en de kommunistische Internationale te hebben uitgeleverd aan de internationale gevestigde orde, blokkeerde de stalinistische kontrarevolutie definitief elke revolutionaire uitweg uit de crisis die geopend was door de eerste imperialistische wereldoorlog, en maakte daardoor een nieuwe imperialistische wereldverdeling onvermijdelijk.

In de voorbereidingen van de oorlog en in de tweede imperialistische wereldslachting zelf hebben de bourgeoisie en het stalinisme tenslotte elke onafhankelijke klassereactie en klasseorganisatie gelijkwideerd.

Met de vernietiging van elke proletarische klassebeweging en de overwinning in de oorlog van het machtigste imperialistische kamp, gegroepeerd rond de Verenigde Staten van Amerika, het hart van het wereldkapitalisme en nieuwe politieagent van de wereld, begon er een nieuwe periode van onbetwiste overheersing van het kapitaal, die alleen op losse schroeven gezet kon worden door het buiten adem raken van de formidabele kapitalistische accumulatiecyclus na de oorlog.

In feite is de hoop dat de machtige golf van de anti-imperialistische revoluties, die Azië en Afrika op de kop heeft gezet, en die zijn weerslag heeft gehad in Latijns Amerika, het proletariaat van de metropolen wakker zou maken en de verbinding tussen de twee bewegingen zou plaatsvinden, te optimistisch gebleken. De slaap van de arbeidersklasse was zo diep dat het onmiddellijke gevolg van de anti-imperialistische golf zelfs geweest is dat in haar ogen de demokratistische en nationalistische ideologieën opgewaardeerd werden.

Toch, ook al zijn de ondermijnende gevolgen van deze massale opkomst van de economisch onderontwikkelde landen op het politieke toneel vertraagd, die gevolgen zijn voortaan vermeerderd door de terugkeer van de kapitalistische crises. Terwijl die krisissen nog zwaarder drukken op de levensomstandigheden van de uitgebuite massa's van de overheerste landen, hebben deze laatste reeds een authentiek proletarische golf doen ontstaan die begon in de periferie, maar die in toenemende mate knaagt aan de zone van de landen van het oude kapitalisme, en die reeds dreigt de grote imperialistische metropolen zelf te bereiken.

Met de wending die gemarkeerd werd door de crisis van 1974-'75, is het de dertigjarige cyclus van de naoorlogse accumulatie die plaats maakt voor een nieuwe periode van kapitalistische crises en van instabiliteit van alle maatschappelijke verhoudingen, en dat terwijl tegelijkertijd de cyclus van de antikoloniale revoluties afloopt. Parallel daaraan opent zich de economische, en dus politieke, grens tussen Oost en West terwijl de mythe van het reële socialisme steeds verder afbrokkelt.

Uit al deze gebeurtenissen die in de arena van de gehele wereld onderling verstrengeld zijn, komt opnieuw het onontkoombare alternatief naar voren: of imperialistische oorlog of proletarische wereldrevolutie.